



Syvadec : faire le tri entre réalité et fantasme

La crise dure depuis des mois et aujourd'hui un site est bloqué, deux autres sont limités en tonnage après avoir été saturés, le parquet financier enquête sur certains marchés... Comment le syndicat gère-t-il ces situations ?

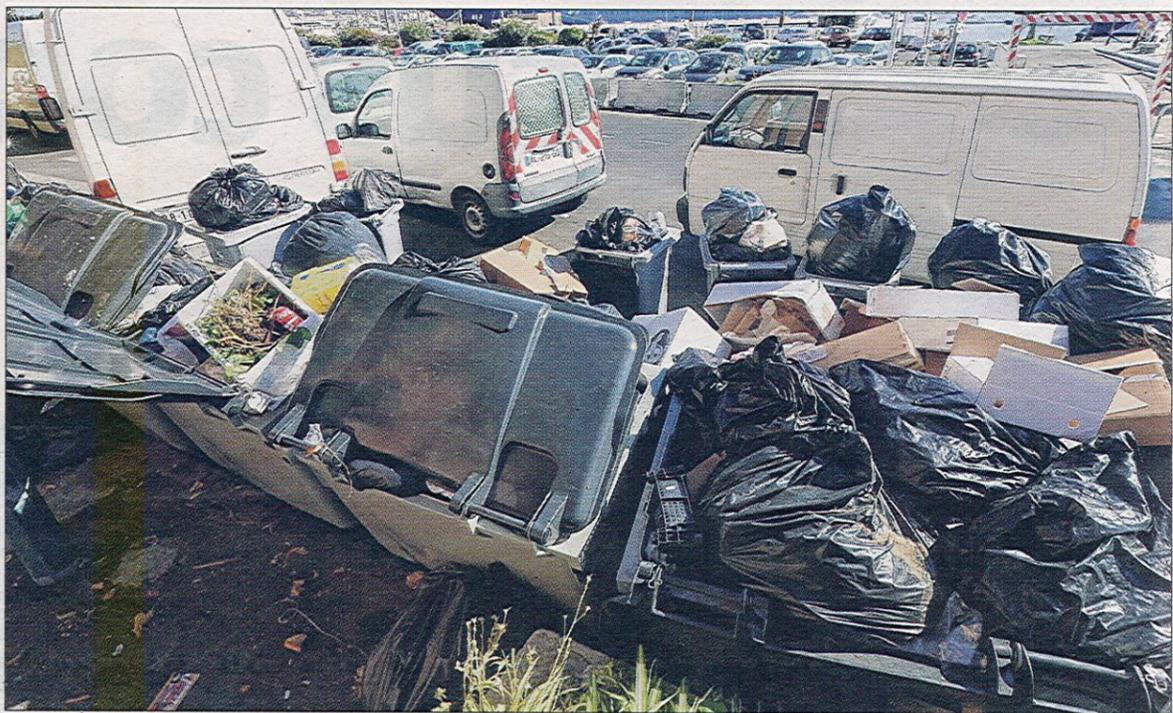


Les poubelles, "c'est pas sexy". Les acteurs de ce mauvais feuilleton, qui se tourne dans l'île depuis plusieurs mois, n'hésitent pas à se mettre à nu pour tenter de dépassionner le débat. Et de valoriser leurs atouts. Hormis pour les initiés, le Syvadec, syndicat de valorisation des déchets en Corse, reste une entité nébuleuse. Et, si depuis la fermeture du site d'enfouissement de Tallone en juin 2015, le syndicat fait beaucoup parler de lui, il n'offre pas pour autant une meilleure lisibilité sur ses fonctions à ses adhérents. Les rebondissements fréquents imposent de plus un suivi régulier pour quiconque voudrait s'y intéresser. Les derniers en date ont conduit la Corse à ressembler à une poubelle flottante : le site de Vico est bloqué, ceux de Viggianello et de Prunelli limités en tonnage (lire par ailleurs). Bref, pour revenir à l'essentiel, le Syvadec "c'est comme une supra intercommunalité qui récupère les ordures ménagères, déjà triées, de quasiment toute la Corse pour ensuite les traiter et les recycler", explique Cynthia Vola sa directrice de la communication. Supra, car le Syvadec gère les déchets de 288 communes de l'île, ce qui représente 85% de la population. Petit retour en arrière. En octobre 2007 le Syvadec est opérationnel pour la première fois et fait le grand ménage dans l'île. "À l'époque la France avait déjà été condamnée à plu-

sieurs reprises à cause des décharges sauvages qui existaient dans l'île. Le syndicat a fait fermer tous les sites et a créé Vico et Viggianello. Désormais, entre les recycleries, les quais de transfert et les centres d'enfouissement, les 22 sites du Syvadec sont conformes aux dernières normes européennes. Ils sont régulièrement contrôlés par des organismes indépendants", défend-on du côté du syndicat. Le gérant d'un site d'enfouissement en atteste volontiers. Depuis, le Syvadec, qui dispose d'un "petit" budget de 30 millions d'euros, selon le syndicat, tente tant bien que mal de se sortir de la nasse.

"Situation absurde"

Mais le jeu politique semble mettre son nez à peu près partout, surtout là où ça sent mauvais. D'un côté, on évoque une cabale destinée à faire tomber le président du Syvadec, François Tatti, mal embarqué politiquement ces derniers temps. De l'autre, on suppose une incompétence de ce même dirigeant en assurant "que la situation de crise, qui dure depuis juin, est très mal gérée". Entendre, comment est-il possible qu'un collectif privatise le site de Vico pour les 33 communes du canton et, mieux, bloque l'accès aux autres communes qui, pourtant, le financent ? "Nous n'avons pas beaucoup de marge de manœuvre", assure la directrice du syndicat, Catherine Luciani. Selon elle, le tribunal administratif, dans son ordon-



Depuis plus d'une semaine, les poubelles s'entassent à chaque coin des rues ajacciennes et bastiaises notamment.

/ PHOTO PIERRE-ANTOINE FOURNILL

nance d'expulsion, motive sa décision en notant "qu'il n'existe aucune autre solution". Sous-entendu, un recours administratif en septembre, date du premier blocage du site de Vico, n'aurait pas été possible puisque Viggianello et Prunelli pouvaient encore accueillir les ordures. Malgré cette décision, le préfet de Corse, Christophe Mirmand, a refusé le recours à la force. "Ce moyen doit être une arme de dernier recours. Des discussions et des négociations sont toujours possibles afin de trouver une solution durable", arguent les services de la préfecture. Certains observateurs notent

tout de même le retard certain qui existe en Corse en matière de déchets. "Les rues ajacciennes mais aussi bastiaises croulent sous les ordures, c'est pire qu'à Naples, la situation semble tellement absurde. La méthode paraît, elle, dépassée...", balance l'un d'eux. Ce premier problème enfoui, reste le volet financier. Le dernier rapport de 2013 de la chambre régionale des comptes a conduit le parquet financier de Bastia à ouvrir une enquête sur l'attribution de certains marchés. Un point soulevé dans le rapport : "S'agissant des marchés de transports et d'exploitation de centres

d'enfouissement, le syndicat est prisonnier de candidatures uniques, et aboutissant à des prix unitaires particulièrement élevés..." Vous avez dit soupçons de favoritisme ? "Ce rapport se base sur les années 2010 à 2012, des réajustements étaient toujours en cours. Aujourd'hui, pour les transports, nous avons au moins quatre entreprises qui répondent aux appels d'offres", recadre la directrice du syndicat. Du côté de l'enquête ? "Les investigations se poursuivent". Naturellement.

Jeanne-Françoise COLONNA
jcolonna@corsematin.com

Les membres du collectif de Vico flirtent de la colère à l'incompréhension

Amertume, hier matin, du côté du collectif Pà un Pumonte Pulitu, qui avait regagné sa base de Vico après avoir rencontré, mercredi à Ajaccio, l'exécutif régional et celui de la Capa, en présence de maires du canton. Une réunion dans laquelle ses responsables plaçaient de forts espoirs, assortis d'une série de propositions devant permettre d'assurer la réouverture du site de stockage et son fonctionnement dans de bonnes conditions, selon leurs critères (notre édition d'hier).

"A priori toutes les parties présentes étaient là pour trouver un consensus. Au final, on nous a demandé de mettre de l'eau dans notre vin. Mais, il faut aussi mettre du vin dans l'eau !" déplorait-on, hier, sur le site. Si la pilule est difficile à avaler, c'est que toutes les propositions formulées par le collectif ont été écartées. Sans que ses représentants n'entendent de raisons à leur sens recevables.

Ainsi en a-t-il été de la proposition consistant à obliger la Capa à ne diriger vers le site d'enfouissement de Vico que des déchets ayant bénéficié d'un tri scrupuleux. Des ordures issues spécifiquement "de sites pilotes, comme les villages de la périphérie ajaccienne, ou de



Hier matin, sur le site bloqué du pôle de stockage de Vico, les membres du collectif ne cachaient pas leur déception après la réunion de mercredi avec l'exécutif régional.

/ PHOTO P.C.

certaines quartiers du centre-ville bien équipés en bornes de tri". "Il est intolérable que le président de la Capa, Jean-Jacques Ferrara, ait refusé ce point, alors que cela peut être mis en place en peu de temps", s'insurge Brigitte Artily.

Retoquée, aussi, la proposition visant à exporter le fameux surplus de 4000 tonnes, héritage peu ragoûtant de la fin 2015. L'argument financier a été brandi par les interlocuteurs du collectif. "La taxe carbone sur le transport des déchets par bateau

les inquiète, mais pas le fait d'enfouir à Vico, en zone naturelle protégée, des déchets non triés, acheminés sur des kilomètres par de gros camions", fustige un autre membre du collectif.

À ses côtés, sous la tente érigée devant les grilles du site, des militants de Pà un Pumonte Pulitu et de simples sympathisants venus s'enquérir des dernières nouvelles. Les commentaires fusent. Sur les délais nécessaires, évoqués par le Syvadec ou la Capa, pour mettre en place une solution pérenne, "alors que rien

n'a été fait pour anticiper les conséquences de la fermeture de Tallone, qui ingurgitait un tonnage énorme". Sur la façon, aussi, dont les débats ont été menés lors de la réunion à Ajaccio. "Alors que c'est la présidente de l'office de l'environnement, Agnès Simonpietri, qui avait provoqué la rencontre, on a surtout entendu le président de l'Adec, Jean-Christophe Angelini", pointe l'un des membres du collectif, qui n'hésite pas à rappeler que certains élus de la nouvelle assemblée avaient signé la péti-

Au tour des techniciens

Si le président de la Capa a paru se réjouir qu'Agnès Simonpietri provoque la rencontre de mercredi dernier, il semble vouloir désormais éclaircir le dossier à l'aide de données fiables. Avec l'accord de la présidente de l'office de l'environnement, la Capa a donc pris l'initiative d'organiser, aujourd'hui, une réunion technique. Fait intéressant, elle regroupera les spécialistes des déchets du pays ajaccien, mais aussi de l'office de l'environnement et du Syvadec. Son objet : "l'identification de solutions durables pour la sortie de crise".

S.P.

tion de soutien alors qu'ils étaient en campagne...

"La problématique des déchets n'est pas locale, mais régionale. Et les résultats obtenus en Corse la place en queue de peloton au niveau national. Si on ne commence pas maintenant à mettre les bonnes mesures en place, on ne commencera jamais, recadre Brigitte Artily. Nous avons l'impression que le but poursuivi est de saturer rapidement le site de Vico pour lancer la création du second casier prévu, couplé avec une nouvelle torchère et une usine de méthanisation. Mais, si on trie vraiment, il n'y aura plus de méthane et les profits seront moindres pour ceux qui en bénéficient". C'est d'ailleurs avec cette préc-

cupation en tête qu'une délégation de Pà un Pumonte Pulitu s'est une nouvelle fois rendue à Ajaccio hier après-midi. Objectif : rencontrer le préfet Christophe Mirmand pour revenir sur les enjeux du dossier et rappeler que le collectif est farouchement opposé à l'aménagement d'un second casier d'une capacité de 450 000 tonnes. Il semblerait que le préfet se soit engagé à provoquer rapidement une réunion à laquelle toutes les parties prenantes seront fortement invitées à participer, du collectif au Syvadec en passant par la Capa et les services de l'État. Des acteurs qui, ces derniers jours, ne sont pas parvenus à s'asseoir à la même table...

P.C. et S.P.